

[Traduction]

**L'ENVIRONNEMENT**

DEMANDE DE DÉSIGNATION DU BASSIN DES RIVIÈRES DES ANGLAIS ET WABIGOON COMME ZONE DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Le ministre sait pertinemment que ce ne sont que des échantillonnages pris au hasard. Je voudrais maintenant adresser ma question au ministre de l'Environnement. Puisque le bassin des rivières des Anglais et Wabigoon, polluées par le mercure, chevauche deux provinces, le ministre reconnaît-il que le gouvernement fédéral a une responsabilité en la matière et va-t-il entrer en pourparlers avec les gouvernements de l'Ontario et du Manitoba avant de déclarer que la qualité de l'eau dans cette zone est surveillée en vertu des dispositions de la loi sur les ressources en eau du Canada, ou, au cas où il n'obtiendrait pas la collaboration des provinces, prendra-t-il des mesures unilatérales comme le lui permet la loi?

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, je pense que l'honorable député sait que nous tentons constamment d'éliminer le mercure de l'environnement. Nous avons établi des normes à ce sujet-là. Nous continuons à le faire, nous continuons à coopérer avec les provinces afin d'éliminer non seulement le mercure mais aussi le BPC. Si dans ce cas-ci il y a quelque chose de particulier à faire, je serai heureux de le faire.

\* \* \*

[Traduction]

**LA MAIN-D'ŒUVRE**

LA PERTE D'EMPLOI COMME GUIDES SUBIE PAR LES INDIENS DES RÉSERVES DE WHITE DOG ET DE GRASSY NARROWS—LA RECHERCHE DE NOUVEAUX EMPLOIS

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Je vois qu'on continue de se renvoyer la balle. Étant donné que les Indiens qui habitent les réserves de White Dog et de Grassy Narrows gagnent leur vie grâce à la pêche et en servant de guides et que la pollution par le mercure détruit non seulement leur santé mais aussi leur gagne-pain, je demanderai au ministre de la Main-d'œuvre quels sont les projets spéciaux qu'il a mis au point pour fournir de l'emploi à ces résidents qui ont désespérément besoin d'aide?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Nous avons communiqué avec le gouvernement de l'Ontario en vue d'établir des programmes spéciaux d'emploi pour cette région. Ces programmes s'appliqueraient non seulement aux personnes touchées directement, mais aux autres habitants de la région, et j'espère pouvoir annoncer des détails plus précis bientôt.

Questions orales

[Français]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LE SOMMET DE PORTO RICO—LES CONSÉQUENCES POUR LE CANADA

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre, sur l'importante rencontre qui vient d'avoir lieu à Porto Rico. Je suis heureux que cette fois-ci le Canada ait été invité à ce sommet économique et ceci, monsieur le président, est tout à l'honneur du premier ministre et du peuple canadien.

Ma question est la suivante: Le très honorable premier ministre peut-il dire quelles incidences auront ces entretiens sur la politique administrative interne du pays et peut-il dire également s'il a pris certains engagements au nom du Canada vis-à-vis des chefs d'État qu'il a rencontrés?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur le président, aucune décision pouvant affecter l'administration interne d'aucun pays, y compris le Canada, n'a été prise. Il y a eu échange d'idées, statistiques et de données qui ont permis aux pays représentés d'essayer d'élaborer une conscience commune vis-à-vis des problèmes économiques et des problèmes de la liberté en général.

LA POSSIBILITÉ D'EFFECTUER DES ENVOIS SUPPLÉMENTAIRES D'ALIMENTS AUX PAYS DU TIERS-MONDE

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Est-ce que le très honorable premier ministre peut dire à la Chambre si, au cours de ces entretiens, on a parlé de la possibilité d'effectuer par des crédits nouveaux des envois supplémentaires d'aliments aux pays du Tiers-Monde?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, il y a eu une assez longue discussion sur les projets d'aide au Tiers-Monde. Chaque pays a fait une intervention. Le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures a également parlé assez longuement à titre de coprésident de la conférence sur la coopération économique en Europe qui a lieu à Paris, et aucun engagement précis n'a été pris par l'ensemble des chefs de gouvernement présents. Mais évidemment le Canada a joué un rôle assez important visant à enjoindre les pays participants à aider, dans la mesure du possible, les pays du Tiers-Monde.

\* \* \*

● (1420)

[Traduction]

**L'IMPÔT SUR LE REVENU**

LA MISE À JOUR D'APPARENTES FRAUDES FISCALES IMPLIQUANT 200 SOCIÉTÉS—LE MONTANT DE LA DIVULGATION VOLONTAIRE PAR RAPPORT AU DÉBUT DE L'ENQUÊTE

**M. F. Oberle (Prince George-Peace River):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national et se rapporte à la présumée fraude fiscale de 400 millions de dollars impliquant 200 sociétés différentes, qui a été mise au jour par un journaliste du *Montreal Gazette* et qui a fait l'objet d'une interview à la radio de Radio-Canada. Le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère fait enquête sur cette allégation, s'il envisage de porter des accusations. Qu'a fait son ministère, en termes plus généraux, pour éliminer cette échappatoire?